

**Avis de la commission départementale de préservation  
des espaces naturels, agricoles et forestiers (CDPENAF) du 15 mai 2025  
sur la modification de droit commun n°2 du PLU  
de la commune de Mehun sur Yèvre**

Service Connaissance, Aménagement, Planification,  
Sécurité

Bureau documents d'urbanisme et de planification

Affaire suivie par : Véronique Rossignol

Tél : 02 34 34 61 31

ddt-cdpenaf@cher.gouv.fr

Le plan local d'urbanisme (PLU) de la commune de Mehun sur Yèvre a été approuvé par délibération du 7 octobre 2020. Par arrêté du 9 octobre 2024, la Communauté d'agglomération de Bourges Plus a prescrit une procédure de modification de droit commun n°2.

Ce projet de modification de droit commun est soumis à enquête publique conformément à l'article R153-41 du Code de l'urbanisme.

La procédure a pour objet de décliner la loi relative à l'accélération de la production d'énergies renouvelables (APER) rendue exécutoire par le décret n°2024-318 qui précise les conditions de développement de l'agrivoltaïsme et d'implantation d'installations photovoltaïques sur des terrains agricoles, naturels, forestiers ou urbanisés.

À ce titre, elle comprend plusieurs objets :

- modification du règlement graphique et écrit des zones A,
- modification du règlement écrit relatif aux projets photovoltaïques,
- modification du règlement écrit relatif aux projets photovoltaïques en zone UE.

Ces modifications s'établissent ainsi :

**a) La requalification du zonage agricole au principe de l'agrivoltaïsme**

Les constructions en zone A sont interdites dans les zones humides identifiées au règlement graphique et dans les secteurs Ap (agricole protégé). Cette interdiction est étendue aux zones inondables. Ainsi, les zones Ap et les zones humides restent strictement protégées, interdisant toute construction. Elle précise également que l'agrivoltaïsme est autorisé en zone A.

**b) L'ajustement des règles de construction et d'aménagement des zones permettant le photovoltaïque au sol**

La modification vise à interdire les installations de panneaux photovoltaïques hors secteurs dédiés (NIn et UIn).

Le nouveau règlement impose le respect du décret et de l'arrêté du 29 décembre 2023 fixant les caractéristiques techniques des installations de production d'énergie photovoltaïque exemptées de prise en compte dans le calcul de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers dans l'objectif de limiter la consommation d'espace.

Il vise à encadrer les installations de panneaux photovoltaïques flottants. Il renforce également les règles d'implantation des projets par rapport aux limites séparatives avec les autres zones et l'intégration paysagères de ce type de constructions.

**c) Ouverture de la zone économique à l'installation de projet photovoltaïque en autoconsommation** afin d'autoriser l'installation de panneaux photovoltaïques sous certaines conditions.

Des éléments complémentaires sont apportés en séance.

Dans le règlement écrit sont indiquées les règles de non artificialisation, sans faire mention du décret du 29 décembre 2023, et ce afin de ne pas générer de nouvelles modifications en cas d'évolutions réglementaires voire législatives.

La collectivité a fait le choix de zoner les projets photovoltaïques au regard des dossiers dont elle avait connaissance afin de maîtriser leur implantation sur le territoire. Au-delà de l'identification de ces zonages, les membres de la CDPENAF ont précisé qu'il faudrait parallèlement que les parcelles soient identifiées dans le document cadre (vérification du caractère inculte des parcelles).

La collectivité a bien précisé ses choix en matière d'intégration paysagère et notamment la préservation des massifs existants. Le SDIS a été consulté au sujet de l'implantation de bosquets au sein du périmètre du projet. Les membres de la CDPENAF précisent que les préconisations du SDIS peuvent faire l'objet d'évolution.

**Après débat, la commission émet un avis favorable à l'unanimité sur le projet de modification de droit commun n°2 du PLU de la commune de Mehun sur Yèvre.**

**Le président de la CDPENAF,**

**Le directeur adjoint**

**Yannick PASTOUREAU**

Signé numériquement par PASTOUREAU  
Yannick  
Date : 2025.05.23 10:21:53+02'00'